

# L'économie expliquée [en partie] à ma fille

**«Attaquer un problème par le mauvais bout, voilà ce qui est désastreux.»**

**(Confucius, encore lui, décidément !!)**

Il y a de quoi être complètement abasourdi par les discours véhiculés ces derniers temps. Beaucoup découvrent, comme par enchantement, que l'économie du pays s'enlise irrémédiablement dans la crise. Pourtant, la structure de notre économie est la même depuis des lustres. Elle est comparable, cliniquement, à une personne atteinte de cholestérol. De visu, elle semble être en bonne santé, après survient l'infarctus qui ne prévient jamais.

On n'exporte que du pétrole et on importe tout, y compris la pâte à pizza. Suite à la publication de la note de conjoncture de la Banque d'Algérie pour le premier trimestre 2015, le gouvernement, tétanisé, semble n'avoir comme

**Mais ce qui m'a le plus surpris, c'est la déclaration du ministre du Commerce, la veille de son départ : «Communiquer à la douane et aux services fiscaux, la liste des importateurs» ! Ce qu'il semble ignorer, et c'est surprenant, c'est que le système d'information des douanes consolide tous les soirs que Dieu fait les chiffres du commerce extérieur avec un degré de détail insoupçonné (qui importe quoi, comment, combien, à combien, d'où et pourquoi + son identifiant fiscal). C'est d'ailleurs l'unique système d'information économique performant dont dispose le pays.**

unique réponse que la limitation des importations et les coupes budgétaires. Et à longueur de journée, on assiste à la même litanie : c'est à qui va surenchérir avec le plus de vocifération sur la mafia des importations.

C'est aller vite en besogne et faire preuve d'aveuglement. Pour ma part, je n'incrimine ni l'importateur de pâte à pizza ni les importateurs voraces, motivés uniquement par l'appât du gain, qui ont noyé le marché avec des produits de qualité douteuse et souvent dangereux pour la santé du consommateur. Pourquoi ? Pour la simple raison qu'ils ont agi dans un cadre légal qui a permis ce type de dérives et qu'il est mal venu de situer le débat sur un plan moral. Entre nous, il aurait suffi de mettre à leurs trousses les associations de défense des consommateurs pour leur faire voir des vertes et des pas mûres. On n'y a pas pensé, me diriez-vous.

Avant même d'ouvrir sa lettre de crédit, l'importateur se présente aux impôts avec sa facture pro forma pour faire sa «déclaration d'intention» d'importer tel produit. Il paye même une taxe. Sans ce sésame, la banque n'ouvre pas de lettre de crédit. De quoi parle-t-on ? A en croire certains, le fisc donne un blanc seing à des types mafieux grâce à quoi les banques ouvrent leurs coffres.

Autre idée reçue, ces importateurs utiliseraient «les devises de l'Etat ! A ce que je sache, la Banque d'Algérie a mis en place, depuis longtemps, la convertibilité commerciale du dinar. En termes simples, la Banque d'Algérie fixe la cotation des monnaies étrangères par rapport au dinar et les banques primaires lui achètent ces devises qu'elles revendent aux importateurs, je dis bien «revendent». Pour autant, la Banque d'Algérie et les banques primaires seraient-elles aussi complices de cette supposée mafia ?

Ce bon vieux principe du droit «nul ne peut se prévaloir de sa propre turpitude» devrait s'appliquer à tout le monde.

Mais ce qui m'a le plus surpris, c'est la déclaration du ministre du Commerce, la

veille de son départ : «Communiquer à la douane et aux services fiscaux, la liste des importateurs» ! Ce qu'il semble ignorer, et c'est surprenant, c'est que le système d'information des douanes consolide tous les soirs que Dieu fait les chiffres du commerce extérieur avec un degré de détail insoupçonné (qui importe quoi, comment, combien, à combien, d'où et pourquoi + son identifiant fiscal). C'est d'ailleurs l'unique système d'information économique performant dont dispose le pays.

Au train où vont les choses, il est fort à parier que le pays va renouer avec l'endettement en 2019 pour financer les importations de biens de consommation courante. A suivre cette logique, à cet horizon, on doit reconstituer les monopoles publics. On éradiquerait cette mafia d'une manière radicale. Pourquoi pas ? C'est une option comme une autre. On demandera au directeur général de la Fonction publique de recruter des saints pour gérer ces monopoles.

Dans la foulée, il doit mettre en place un système de rémunération adéquat ; personne ne va accepter de verser des salaires au rabais à des saints.

A un ami qui s'est proposé de faire une démonstration au moyen d'un raisonnement par l'absurde, Moulay a répondu : ne te fatigue, pas tu n'obtiendras que des résultats absurdes ; il y a plus de vingt-cinq ans de cela, je m'en souviens comme si c'était hier. On devrait tous s'interdire d'emprunter des chemins tortueux.

Pour revenir à ma fille, elle est rentrée hier soir complètement paniquée, elle s'est fait du mouron pour la supérette du coin.

- Papa, les étalages de la supérette se vident à vue d'œil. A en croire le beau-gosse, il y a beaucoup de marchandises bloquées au port. Il m'a dit qu'il allait bientôt revenir au cabas. D'ailleurs, une flopée de petits trabendistes lui a déjà proposé ses services. Il m'a avoué qu'avec la faible marge qu'il réalise sur les produits locaux, entre le loyer et les impôts, il lui est quasiment impossible d'y arriver. En plus, il a l'air de savoir de quoi il parle.

- Oui, je sais, la presse n'arrête pas d'en parler. Et puis, arrête de remuer le couteau dans la plaie ; rien qu'à entendre ce mot de supérette, mes cheveux se hérissent, enfin ce qu'il en reste. Comment peut-on imaginer que le réseau commercial du pays se résume à cette incongruité ? On avait un réseau, on l'a foutu en l'air, ni on a refait ni laisser faire et ce qui me turlupine grave, c'est comment on va mettre en place des licences d'importation et boucler en même temps les négociations d'adhésion à l'OMC. A moins d'envoyer au feu des contorsionnistes pour négociier. Pour quoi faire, d'ailleurs ? Pour des pruneaux ? On les importe. Les pruneaux d'Agen tu connais !

- C'est quoi cette histoire de pruneaux, papa ?

- Cette histoire, c'est juste pour te faire toucher du doigt que notre économie ne propose rien à l'exportation ; la négociation avec l'OMC, c'est pour lever les obstacles tarifaires ou autres qui empêcheraient

nos produits de pénétrer des marchés.

- Oui, mais là, c'est trop facile, à t'entendre on baisse les bras et on laisse faire !

- Ne me fais pas dire ce que je n'ai pas dit, il faut juste se rendre à l'évidence que la mise en place d'un système de licences d'importation ne résistera pas à la pression des bailleurs de fonds dont on connaît les conditionnalités et les mesures de blocage prises dans la précipitation qui sont contre-productives.

A quoi bon bloquer le dédouanement des marchandises qui ont déjà fait l'objet de lettres de crédit ? On s'inflige la double peine sans raison. C'est complètement déraisonnable !

- Tu aurais fait comment papa ?

- Tu ne devineras jamais, j'aurais agi à l'ancienne. J'arrête une liste négative, après concertation, je fais convoquer les directeurs des impôts de wilaya et je leur fais apprendre la liste par cœur, à la façon «école coranique», — et si un malin s'avise à délivrer une attestation de domiciliation, il aura affaire à moi que je leur dirais ! A la guerre comme à la guerre, ni vu ni connu.

- Cause toujours, tu m'intéresses papa et la suite, c'est quoi ?

- Je convoque le ministre de l'Industrie avec instruction ferme de mettre le feu aux der... des responsables de l'Aniref pour qu'ils terminent l'aménagement des zones industrielles, inscrites à l'indicatif de l'agence, toutes affaires cessantes.

- Je suis complètement larguée papa, je ne comprends plus rien à ton jargon.

- Tais-toi, ce n'est plus à toi que je parle et puis tu m'énerves avec tes questions. Va dormir !

Trêve de plaisanterie. J'actionne le mode monologue pour aller plus vite, il y a le feu à la maison. Il faut de l'investissement que diable ! Et la principale entrave à l'investissement, c'est le foncier industriel. Tu sais quoi, les investisseurs, désespérés, sont en déshérence. Pourquoi on leur inflige «le chemin de croix» ? Le seul crime dont ils sont capables, c'est de créer de la richesse. (Qu'on s'entende bien, des malhonnêtes, des véreux, des margoulins..., il en existe).

- Et c'est des PME/PMI qu'il faut pour absorber le chômage. Et je ne veux plus entendre d'expression à la con, type «le

**Enfin, on peut toujours rêver. Peut-être que dans un sursaut d'orgueil, les états-majors des partis politiques vont réunir la crème de la crème de leurs économistes pour tenir «leurs états généraux de l'économie» et que dans un autre sursaut d'orgueil, ils vont mettre chacun ses dogmes au placard pour s'asseoir autour d'une table (ronde) pour s'entendre sur le minimum syndical.**

plus grand projet d'Afrique».

- Entre-temps, le directeur général de l'Andi m'aura remis la liste des projets du plan national d'investissement «produire plus, importer moins».

- Je convoque les walis pour leur demander de faire les yeux doux aux investisseurs potentiels. Comme il y a la crise, «personne ne lira de négatif» dans la démarche des walis et on aura inauguré une nouvelle ère : celle de la réconciliation nationale entre l'administration et les créateurs de richesses, opérateurs économiques publics et privés confondus.

- Deuxième étape, je convoque ce pauvre Ricardo d'outre-tombe pour nous rafraîchir les idées sur la théorie des avantages comparatifs et rebelote avec le directeur général de l'Andi qui va se faire un malin plaisir à concocter la liste des projets du plan national d'investissement «le made in Algeria est de retour». Et les walis on leur demandera de faire carrément dans l'excès de zèle ; tenir la main

**Par Ouahlima Mustapha  
mustapha.ouahlima@gmail.com**

aux investisseurs pour qu'ils aillent jusqu'au bout de leurs projets.

- Yamina, reviens, je plaisantais tout à l'heure, yeux de biche !

- Papa, c'est la révolution !

- Non, c'est uniquement une question de bon sens. Et avec ça, il nous faut au moins dix ans pour nous en sortir.

Quel drame ! On ne réalise pas encore que le temps du pétrole à cent dollars est définitivement révolu. Et quand bien même des analystes ont prévu cette plongée des prix, depuis longtemps, nos experts n'ont rien vu venir. Ils veillent pour jouer aux dominos mais ils refusent de faire la veille économique. Nous vivons, en fait, le «contre-choc» du choc pétrolier d'octobre 1973. Le monde inaugure une nouvelle ère, celle de l'abondance énergétique rendue possible par les nouvelles technologies de récupération, l'exploitation systématique des bassins sédimentaires ainsi que l'exploitation du pétrole et du gaz non conventionnels, sans oublier que les réserves mondiales prouvées, toutes énergies confondues, ont atteint des chiffres astronomiques.

- A t'entendre, un pétrole à 30 dollars, c'est possible.

- Non, cela ne relève pas du «possible» mais carrément de la certitude. L'Occident n'a jamais admis d'être dépendant, encore moins des Arabes ; (je déblatère un peu sous l'effet de la colère mais il y a un peu de vrai). Et dis-toi qu'il va encore faire plus chaud dans les chaumières, chez nous, exactement dans deux ans, quand les Japonais et les Américains vont démarrer l'exploitation des réserves d'hydrates de méthane. La technologie est désormais au point et les essais sont concluants ! Ça te bouche un trou, hein, et merde ! Pardon ma fille, qu'est-ce qui m'arrive pour utiliser ce langage ordurier, ce n'est pas dans mes habitudes.

- Papa, tu plaisantes ! Tu veux me donner des frayeurs ou quoi ?

- Je te promets que je suis effrayé moi-même. — On fait quoi, papa ? — Je ne sais pas et pour être honnête avec toi, avec les pics de chaleur de cette fin de juillet, je suis complètement paumé. Pour de vrai.

Je ne le dis pas uniquement pour me faire pardonner mes excès de langage.

Enfin, on peut toujours rêver. Peut-être que dans un sursaut d'orgueil, les états-majors des partis politiques vont réunir la crème de la crème de leurs économistes pour tenir «leurs états généraux de l'économie» et que dans un autre sursaut d'orgueil, ils vont mettre chacun ses dogmes au placard pour s'asseoir autour d'une table (ronde) pour s'entendre sur le minimum syndical.

L'Algérie vaut bien ça : «un sursaut d'orgueil» non !

- Papa tu rêves, il n'y a que le pouvoir qui les intéresse sans même savoir ce qu'ils vont en faire.

- Ma fille, laisse-moi te dire que tu te trompes lourdement.

Ce que la politique n'a pas réussi, la crise économique va le faire. Chouette ! Au moins ça de gagné.

Sans rancune SVP !

O. M.